

BULLETIN D'INFORMATION

13 PERSONNES ONT ÉTÉ EMPRISONNÉES SOUS DES ACCUSATIONS D'ORGANISATION DE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE ET DE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS EN LIBYE

Le procureur général libyen a annoncé l'emprisonnement de 13 individus sous des accusations de participation à l'organisation d'opérations de migration irrégulière, de trafic d'êtres humains et de détention illégale d'autres personnes dans les régions de Kufra et Tazirbu. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une campagne continue de lutte contre les crimes de trafic d'êtres humains et de migration irrégulière, qui ont gravement affecté la Libye ces dernières années.

Dans le cadre de cette campagne, 197 migrants ont été libérés de centres de détention illégaux, où ils étaient soumis à des détentions forcées et à des tortures perpétrées par des groupes criminels. Après leur libération, ces migrants ont bénéficié des soins médicaux et psychologiques nécessaires en vue de leur réinstallation ou de leur retour dans leur pays d'origine, en coordination avec les organisations internationales concernées par la migration et les réfugiés.

De plus, les autorités libyennes chargées des enquêtes ont émis des ordres pour la poursuite de 76 autres suspects impliqués dans des réseaux de trafic et de contrebande d'êtres humains. Les autorités libyennes collaborent avec des agences de sécurité locales et internationales pour traquer et démanteler ces réseaux, dans le but de freiner ce phénomène qui s'est aggravé en raison du chaos politique et sécuritaire dans le pays.

Ces efforts témoignent de l'engagement des autorités libyennes à lutter contre le trafic d'êtres humains et à protéger les droits des migrants et des réfugiés, malgré les défis importants auxquels elles sont confrontées.



LE GOUVERNEMENT LIBANAIS A CHARGÉ L'ARMÉE D'ENQUÊTER SUR L'INCIDENT DU NAUFRAGE DU BATEAU DE MIGRANTS

Le Conseil des ministres libanais a aujourd'hui (mardi) chargé l'armée d'enquêter sur l'incident du naufrage du bateau de migrants qui a eu lieu il y a quelques jours, alors que les forces navales tentaient de l'arrêter, entraînant la mort de six personnes et la disparition d'autres encore.

Trois semaines avant les prochaines élections parlementaires prévues mi-mai, le bateau de migrants a quitté Tripoli Sud, la ville la plus pauvre du Liban devenue un point de départ pour les bateaux de migration illégale ces dernières années, le samedi soir. Les forces navales ont poursuivi le bateau, qui a coulé lors de la tentative d'arrêt. Les circonstances de l'incident restent floues ; les survivants ont accusé le personnel naval de les insulter et de couler délibérément le bateau lors de la tentative d'arrêt, tandis que l'armée a déclaré que le capitaine du bateau avait effectué des manœuvres d'évitement qui ont provoqué une collision avec un navire naval.

Après une session extraordinaire présidée par le président Michel Aoun au palais de Baabda, consacrée à la discussion de l'incident, le ministre de l'Information Ziad Makari a annoncé que le gouvernement avait décidé de "demander au commandement de l'armée de mener une enquête transparente sur les circonstances de l'incident sous la supervision de l'autorité judiciaire compétente." Makari a précisé que la justice militaire serait chargée de mener l'enquête.

La session a été suivie par le commandant de l'armée, le directeur du renseignement et le commandant des forces navales, qui ont présenté "une présentation détaillée des faits de ce qui s'est passé", selon la présidence libanaise. Les opérations de recherche des disparus se poursuivent, après que l'armée ait secouru 48 personnes et retrouvé six corps. Des rapports contradictoires existent concernant le nombre de passagers à bord du bateau, dont la plupart étaient libanais, avec également des réfugiés palestiniens et syriens parmi eux. Les Nations Unies ont mentionné au moins 84 individus, dont des femmes, des hommes et des enfants.

Le gouvernement a chargé les ministères des Affaires étrangères et de la Défense de communiquer avec les pays et entités concernés pour aider à "remettre à flot le bateau coulé."

Avec la détérioration des conditions économiques et de vie, le nombre de migrants tentant de fuir par la mer a doublé, se dirigeant souvent vers Chypre. Initialement, ce sont les réfugiés palestiniens et syriens qui ont entrepris ce voyage périlleux, mais maintenant des Libanais empruntent également cette voie.

Depuis 2020, selon les Nations Unies, 38 bateaux transportant plus de 1 500 personnes ont tenté de s'échapper par la mer depuis le Liban, avec "plus de 75 % interceptés ou renvoyés."



42 CANDIDATS À LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE ONT ÉTÉ ARRÊTÉS



Les services de la Gendarmerie royale du Centre territorial de Qasabi et du Centre judiciaire de Guelmim, en étroite coordination avec les autorités locales et les forces auxiliaires, ont réussi à déjouer une opération de migration irrégulière et à arrêter 42 candidats, tous originaires de pays d'Afrique subsaharienne, dont 5 femmes et 3 enfants.

Cette opération a été menée dans la zone située entre Ras Oumlil et Zawiya, sous la direction de Labiar, à la périphérie de la province Guelmim. Les candidats ont été appréhendés alors qu'ils tentaient de procéder à une migration irrégulière par voie maritime.

Les candidats arrêtés font l'objet d'une information judiciaire sous la supervision du ministère public compétent, tandis que les investigations en cours visent à arrêter les organisateurs présumés de cette activité criminelle. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la Gendarmerie Royale, les autorités locales, les forces auxiliaires et les Forces Armées Royales pour lutter contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains. Ces efforts ont permis d'empêcher plusieurs tentatives dans la province de Guelmim et ses environs.

Accusations contre Moscou de recrutement de migrants et d'étudiants étrangers



Le Kremlin aurait contraint des milliers de migrants et d'étudiants étrangers à combattre aux côtés des forces russes dans leur guerre contre l'Ukraine, dans le but de renforcer les effectifs pour leur offensive dans la région de Kharkiv, selon les évaluations des responsables européens. Bloomberg News a rapporté que les autorités russes ont de plus en plus menacé de ne pas renouveler les visas des étudiants africains et des jeunes travailleurs à moins qu'ils n'acceptent de rejoindre l'armée.

Un responsable européen a déclaré que Moscou enrôle des détenus de ses prisons dans l'armée, tandis que certains Africains en Russie ont été arrêtés et contraints de choisir entre la déportation ou de combattre aux côtés des forces russes.

DÉTENTION DES SUSPECTS ACCUSÉS DE DÉTENTION ILLÉGALE DE MIGRANTS

Le bureau du procureur général a annoncé l'arrestation de deux individus appartenant à un gang criminel dont les membres ont délibérément retenu des migrants illégaux en provenance de la République islamique du Pakistan pour extorquer de l'argent à leurs familles en échange de leur libération.

Selon un communiqué du bureau, la direction de sécurité de Sabratha a mené une enquête sur des informations liées au crime de détention de migrants après leur transfert par un facilitateur qui les avait transportés vers le territoire italien par mer.

L'enquête criminelle a permis à l'officier d'exécution judiciaire de confirmer l'incident et d'appréhender les suspects en train de détenir six migrants, qui présentaient des signes de traitement sévère, dégradant et inhumain.

Par la suite, un procureur du bureau du procureur général a pris en charge l'enquête sur les preuves contre les deux suspects. L'enquête préliminaire a révélé que les détenus faisaient partie d'un gang criminel impliqué dans le trafic d'êtres humains, l'organisation de la migration illégale et la détention de migrants pour obtenir des avantages financiers illégaux. En conséquence, l'investigateur a ordonné la détention des deux suspects en attendant de nouvelles investigations et a poursuivi la traque des autres membres du gang.



UN RESPONSABLE LOCAL RÉVÈLE LA RAISON DU NAUFRAGE DES MIGRANTS AFRICAINS AU LARGE DE LA CÔTE DE SHABWA ET CONFIRME QUE LE NOMBRE DE VICTIMES EST MONTÉ À 38, PRINCIPALEMENT DES FEMMES

Un responsable local dans le district de Radhum, gouvernorat de Shabwa, a révélé la cause de la noyade et de la mort des migrants africains hier sur les côtes du gouvernorat de Shabwa, dans le sud du Yémen.

Il a confirmé qu'un des passeurs a débarqué des dizaines de migrants africains et les a jetés à la mer, entraînant la mort de 38 personnes, dont 28 femmes et 10 hommes jusqu'à présent.

La source a ajouté que 71 migrants ont réussi à survivre, certains nageant jusqu'au rivage et d'autres étant secourus par des pêcheurs locaux qui ont mené des opérations de recherche pour retrouver des survivants après l'incident tragique.

La source a indiqué que le bilan des morts pourrait augmenter car 151 personnes sont toujours portées disparues et que les efforts de recherche se poursuivent pour les retrouver. Il a également mentionné que les corps retrouvés ont été enterrés dans un cimetière à Ain Bamaabd dans le district de Radhum.



TRUMP S'ENGAGE À ANNULER LES RESTRICTIONS DE BIDEN SUR LE CONTRÔLE DE LA FRONTIÈRE AVEC LE MEXIQUE



Donald Trump a annoncé son intention d'annuler les ordres du président Joe Biden visant à renforcer les restrictions sur l'immigration illégale lors de son premier rassemblement de campagne depuis sa condamnation dans une affaire criminelle. Le candidat républicain, prévu pour affronter Biden lors des élections présidentielles plus tard cette année, a également menacé d'imposer des frais aux pays qui ne parviennent pas à contrôler le flux d'immigrants vers les États-Unis. Cette démarche s'inscrit dans sa stratégie électorale, jugée importante par les sondages d'opinion.

Lors du rassemblement qui s'est tenu jeudi à Phoenix, en Arizona, dans le sud-ouest des États-Unis, Trump a été interrogé par un participant sur ce qu'il ferait pour arrêter l'afflux de personnes entrant aux États-Unis par la frontière sud, y compris les immigrants en provenance de Chine et des pays du Moyen-Orient. Trump a affirmé qu'il prendrait des mesures économiques pour résoudre le problème, déclarant : "Nous avons un pouvoir économique immense... Si la Chine ou un autre pays se comporte mal, nous avons des choses appelées tarifs et ils sont très durs."

Il a ajouté : "Nous serons très durs et si un pays ne se comporte pas comme il le devrait, nous leur imposerons des tarifs massifs", sans fournir de détails sur l'ampleur ou la nature de ces tarifs.

Escalade des tensions à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie alors que davantage de migrants arrivent

Environ 10 personnes se sont rassemblées près d'une clôture de barbelés au milieu de forêts denses à la frontière biélorusse, attendant un moment propice pour escalader ou franchir la clôture et se diriger vers l'ouest, en direction de la Pologne. De l'autre côté, des patrouilles de gardes-frontières et de soldats polonais armés vont et viennent, tandis que le groupe, principalement composé de jeunes hommes originaires du Moyen-Orient, certains blessés par les fils barbelés, observe la situation.

Les tensions liées à la migration s'intensifient à travers l'Europe, sur fond de confrontation entre les partis d'extrême droite prônant un contrôle plus strict et les mouvements centristes lors des élections au Parlement européen. Le vote a lieu en Pologne ce dimanche dans le cadre de ces élections.

En Pologne, cette confrontation est exacerbée sur le plan géopolitique, Varsovie accusant la Biélorussie et la Russie de tenter de semer le chaos depuis 2021 en poussant des migrants à travers les frontières, ce que Varsovie qualifie de "guerre hybride". Minsk et Moscou ont nié ces accusations.

Les données gouvernementales récentes montrent une augmentation des arrivées, et un soldat polonais est décédé la semaine dernière des suites de blessures subies lors d'un affrontement avec des migrants à la frontière le 28 mai.

En réponse, le gouvernement du parti centriste du Premier ministre Donald Tusk, favorable à l'Union européenne, a annoncé des plans pour établir une zone restreinte le long de la frontière.

Le vice-ministre de la Défense Pavel Zalewski a déclaré à Reuters : "Malheureusement, ces frontières ne sont pas sûres. L'objectif de cette zone est de garantir que personne ne soit victime d'attaques comme celles subies par les soldats polonais."

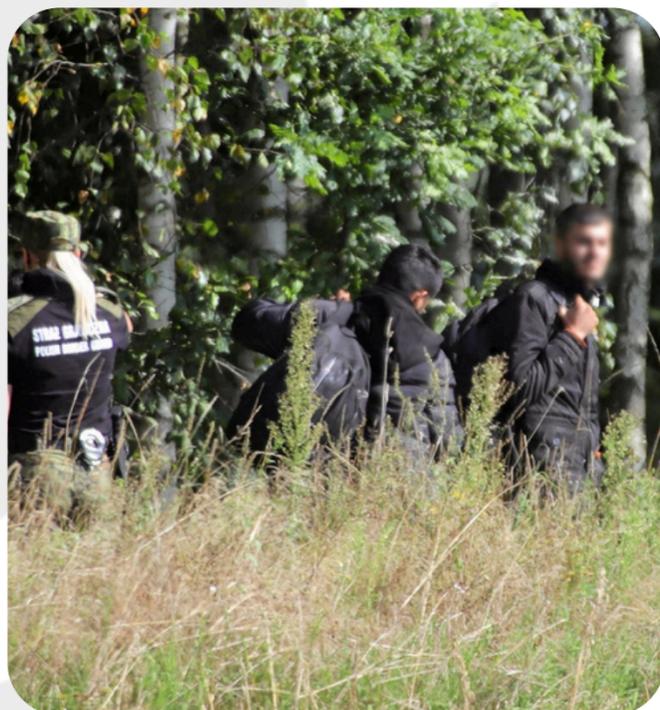
Ahmed Libek, 24 ans, originaire d'Alep, en Syrie, se trouve près de la clôture depuis plus d'un mois. Son frère a abandonné et est retourné en Biélorussie, sans nouvelles depuis lors.

Ahmed, professeur d'anglais syrien, a déclaré : "Je suis venu de la guerre pour commencer une bonne vie. Mais j'ai trouvé très difficile de traverser ces frontières." Il a tenté d'escalader la clôture à quatre reprises.

Selon les accords actuels, les migrants peuvent demander l'asile en Pologne, État membre de l'Union européenne, une fois arrivés sur son territoire.

Le lendemain, l'un d'eux a réussi à franchir la clôture : Naaman Al-Hamiri, un graphiste yéménite de 24 ans. Al-Hamiri a déclaré à Reuters depuis la forêt du côté polonais de la frontière qu'il et d'autres avaient fabriqué une échelle en bois, morceaux de tissu et sacs en plastique et avaient escaladé la barrière à la faveur de l'obscurité.

Il avait d'abord demandé un visa d'étudiant polonais depuis le Yémen, et après le rejet de sa demande, il s'était rendu à Moscou, puis en Biélorussie et enfin dans la région frontalière, où il avait passé 22 jours.



LA CHANCELIÈRE ALLEMANDE S'ENGAGE À EXPULSER LES MIGRANTS SUITE À UNE ATTAQUE AU COUTEAU PAR LA POLICE

Le chancelier allemand Olaf Scholz a promis aujourd'hui jeudi que l'Allemagne recommencerait à expulser des migrants d'Afghanistan et de Syrie, à la suite d'une attaque au couteau perpétrée par un migrant afghan la semaine dernière qui a entraîné la mort d'un policier et en a blessé quatre autres.

Scholz, dans son discours aujourd'hui devant le parlement allemand (Bundestag), tel que rapporté par Deutsche Welle, a déclaré : « Le meurtre d'un policier par un citoyen afghan de 25 ans, la semaine dernière à Mannheim, est une tragédie qui a choqué nous tous », soulignant la nécessité de renforcer les lois contre de telles violences et de punir sévèrement ceux qui tuent des policiers.

La chancelière allemande a abordé la question controversée de l'expulsion des migrants, déclarant : « Il est épouvantable qu'une personne cherchant refuge en Allemagne commette des crimes tels que l'attaque au couteau à Mannheim » et ajoutant : « Ces personnes doivent être expulsées. »

La question de savoir si l'Allemagne devrait reprendre les expulsions vers des pays comme l'Afghanistan et la Syrie a fait l'objet d'un débat houleux, combattu par la gauche et soutenu par la droite.

Scholz a reconnu ces préoccupations dans son discours mais a promis de renforcer les lois permettant l'expulsion rapide des migrants qu'il a qualifiés de « criminels » vers des pays auparavant considérés comme dangereux, déclarant que « la sécurité nationale est plus importante que les droits des demandeurs d'asile ».

Il a ajouté : « Il n'y a pas de place ici pour les criminels dangereux et les menaces terroristes. Dans de tels cas, les intérêts de sécurité de l'Allemagne l'emportent sur les intérêts des auteurs du crime. »

Actuellement, l'Allemagne ne procède à aucune expulsion vers l'Afghanistan ou la Syrie et le gouvernement allemand n'entretient aucune relation diplomatique avec le mouvement taliban à Kaboul. La situation sécuritaire en Syrie est extrêmement fragile, ce qui ne permet pas d'y procéder à des expulsions.



LA COOPÉRATION AUSTRO-ALLEMANDE CONCERNANT LES ÉLECTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES QUESTIONS DE MIGRATION ILLÉGALE

Alexander Schallenberg, le ministre autrichien des Affaires étrangères, a souligné l'importance de la coopération austro-allemande, notamment en ce qui concerne les prochaines élections de l'Union européenne, les questions énergétiques, la migration illégale et les développements géopolitiques.

Schallenberg a déclaré dans ses remarques à l'issue de sa visite à Berlin qu'il avait discuté avec les responsables allemands d'un large éventail de sujets européens et internationaux, en plus de leurs excellentes relations bilatérales, notamment dans le domaine du commerce et des décisions à venir au niveau européen.

Il a souligné que ses discussions avec le chef de cabinet de la chancelière allemande Angela Merkel, Wolfgang Schäuble, ont porté sur les prochaines élections de l'Union européenne, les questions énergétiques et la migration illégale. Ils ont souligné la nécessité cruciale d'une coordination continue et étroite pour faire face à ces défis et à d'autres encore.

L'UNIVERSITÉ D'ASSIOUT ORGANISE UN SÉMINAIRE SUR LA MIGRATION ILLÉGALE



Le Centre de surveillance et d'étude des questions sociales de l'Université d'Assiout organise un séminaire intitulé « La migration illégale : ses conséquences et les méthodes pour la combattre », sous le patronage du Dr Ahmed El-Menshawy, président de l'Université d'Assiout, et sous la supervision du Dr. Mahmoud Abdel Aleem, vice-président de l'Université du service communautaire et du développement environnemental. Le séminaire se tiendra demain, lundi 10 juin, au Centre des Jeunes de la Ville d'Ibnoub, affilié au Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Dr. El-Menshawy a souligné que l'Université d'Assiout accorde une grande importance à la sensibilisation à la lutte contre toutes les formes de migration illégale, ainsi qu'à la sensibilisation des jeunes et à leur encouragement à travailler dans le pays. Il a ajouté que le séminaire vise à aborder les questions liées à la migration, à confronter les perceptions négatives découlant des pratiques de migration illégale, ainsi qu'à former les jeunes au leadership et à la prise de décision, dans le but de trouver des solutions à divers problèmes et questions de société.



La récupération de 11 corps de migrants au large de la Libye

Médecins Sans Frontières a rapporté qu'un navire de sauvetage caritatif a récupéré les corps de 11 migrants au large des côtes libyennes après avoir secouru plus de 160 personnes sur des bateaux proches des côtes libyennes. L'organisation a mentionné que son navire de recherche et de sauvetage, Geo Barents, a secouru 146 migrants au cours de deux opérations et en a trouvé 20 autres dans un autre bateau. De plus, ils ont récupéré 11 corps repérés flottant à la surface de la mer par un avion de surveillance.

Sur le réseau social Twitter, Médecins Sans Frontières a déclaré : « Nous ne connaissons pas la cause exacte de cette tragédie, mais nous savons que des personnes meurent encore dans une tentative désespérée de se mettre en sécurité. Ce massacre doit cesser. »

Le groupe de surveillance Sea-Watch, dont les avions ont observé les corps, a tenté de contacter les garde-côtes libyens pour récupérer les corps, mais n'a reçu aucune réponse. Ils ont déclaré dans un communiqué : « C'est ce qui se passe en mer Méditerranée, même lorsque personne ne nous regarde ».

Selon les Nations Unies, plus de 20 000 décès et disparitions ont été enregistrés en Méditerranée centrale depuis 2014, ce qui en fait la route migratoire la plus meurtrière au monde.

L'Italie a exhorté la Tunisie et la Libye à redoubler d'efforts pour empêcher les migrants potentiels de prendre la mer. L'Italie a également imposé des restrictions strictes sur les opérations des navires de sauvetage, affirmant qu'elles encouragent les gens à se diriger vers l'Europe, une position contestée par les organisations caritatives.

Confirmant les restrictions imposées aux navires de sauvetage, l'Italie a demandé aujourd'hui vendredi que le navire Geo Barents emmène son dernier groupe de migrants vers le port nord de Gênes, à plus de 650 milles marins de leur emplacement et loin des ports les plus accessibles, dans la Sicile voisine.

Médecins Sans Frontières a déclaré : « Cela retardera considérablement l'assistance aux survivants qui ont déjà tant enduré. »

